

YOUAGAGRI Veille agro Balkans occidentaux

Direction générale du Trésor

Une publication du SER de Belgrade
OCT-NOV 2025

Politiques économique, agricole, environnementale

MACEDOINE DU NORD – Suspension des fonds IPARD

CAA 10/11/25

Le gouvernement macédonien a temporairement suspendu tous les paiements du programme IPARD III (instrument de pré-adhésion pour le développement rural), après l'arrestation du directeur de l'agence (AFSARD) chargée d'approuver et de distribuer ces fonds européens dans le cadre d'un scandale de corruption, avec 4 autres employés. Le directeur de l'agence, Ilija Stoilev, aurait demandé un pot-de-vin important à une entreprise non éligible aux fonds en échange d'un accès au financement. La Macédoine du Nord en bénéficie depuis 2009. Cette arrestation et la décision qui a suivi a été saluée par la Commission européenne, selon le Premier ministre Mickoski et le ministre de l'agriculture Tripanovski, qui ont promis que l'affaire ferait l'objet d'une enquête approfondie. « Nous devons déterminer depuis combien de temps ces abus ont lieu. Selon les premiers rapports, cela remonte à plusieurs années ». La présidente Gordana Siljanovska-Davkova a également déclaré que l'intégrité des institutions qui distribuent les fonds de l'UE doit être préservée. L'opposition (SDSM) s'est immédiatement emparée du sujet par la voix du précédent ministre de l'agriculture L.Nikollovski, en mettant en avant l'importance du programme (129 MEUR dont 97 MEUR de l'UE pour IPARD III de 2021 à 2027) pour le secteur.

Ndlr : de fait, plus que 2 pays sur les 6 des Balkans occidentaux ont leur fond IPARD fonctionnel, la Serbie et le Monténégro. La CE a suspendu celui d'Albanie depuis 2023, la Macédoine du Nord vient de suspendre le sien préventivement et la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo ne remplissent pas les critères (agence de paiement accréditée et autorité de gestion unique). Le rapport annuel de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur la protection des intérêts financiers de l'UE met en

évidence les fraudes au sein d'IPA et en particulier dans sa dimension rurale. Le rapport 2023 précise "A majority of the irregularities (more than 70%) in IPA II relate to the rural development component. Fraudulent irregularities mainly relate to the falsification of supporting documents or accounts. For this component, they mainly involve projects for the production of honey and agricultural plants. In relation to non-fraudulent irregularities, projects related to the acquisition of equipment (e.g. tractors) frequently recur."

SERBIE – Encadrement des marges: modification du dispositif et fermeture de magasins

CAA 27/10/25 – 05-11 et 01/12/25

Le gouvernement serbe a introduit plusieurs nouvelles modifications de la réglementation sur l'encadrement des marges introduite début septembre en octobre puis novembre. Elles obligent dorénavant les chaînes de distribution à signer des avenants à leurs contrats fournisseurs existants dans un délai de 15 jours, afin d'éviter toute facturation rétroactive de coûts que les fournisseurs ne peuvent actuellement pas recouvrer en raison de la réglementation. La ministre du Commerce, Jagoda Lazarević l'explique « pour éviter que, une fois la réglementation expirée, les fournisseurs ne soient facturés pour des frais injustifiés ». Plusieurs modifications avaient déjà été introduites pour limiter les répercussions sur les fournisseurs. La ministre défend que la concertation continue avec tous les opérateurs pour assurer un équilibre des relations commerciales dans le cadre de cette réglementation.

Un quatrième amendement fin novembre stipule que le plafond de marge de 20 % doit désormais être appliqué à tout moment, que les prix réguliers ou promotionnels soient en vigueur, et permet également un pourcentage plus élevé de compensation liée aux coûts de maintenance de la chaîne du froid entre les détaillants et les fournisseurs. En outre, une nouvelle clause de sauvegarde a été introduite pour protéger les fournisseurs, empêchant la résiliation unilatérale de la coopération. Le retrait d'un produit de la liste des produits contractuels ou une réduction significative des quantités commandées n'est désormais autorisé qu'avec l'accord écrit du fournisseur. Parallèlement, la liste des produits exemptés des restrictions de marge a été élargie (fruits surgelés, miel, thé) et une obligation de publier les données sur les prix sur le portail Open Data est introduite. Elles seront rendues publiques à partir du 9 décembre aux citoyens.

La ministre demeure sous pression des grandes chaînes de distribution serbes qui annoncent fermer des magasins. Gomex a déjà fermé des magasins à Novi Pazar, Čačak et Zlatibor, et prévoit d'en fermer 15 autres d'ici novembre, principalement à Kragujevac, Novi Pazar et Smederevska Palanka. DIS aurait fermé son magasin du centre de Belgrade et deux autres dans d'autres municipalités de la ville, tandis qu'IDEA et Maxi (Ahold Delhaize) disent se préparer également à des fermetures et à des réductions de personnel. Delhaize a annoncé le 17 novembre la fermeture de 25 magasins (sur 560 en Serbie qui emploient 12.000 personnes), la suspension de tous les projets d'investissement et l'aménagement des horaires des magasins (diminution le dimanche et 24/7).

La ministre serbe du Commerce a réagi à cette annonce, non officielle, en défendant que « la réglementation sur les marges avait en fait contraint les détaillants à fonctionner plus efficacement et cesser leur pratique antérieure consistant à compenser leurs pertes par divers frais imposés aux fournisseurs, ainsi que par les prix payés les consommateurs. La restriction des remises hors facture, semble toucher particulièrement Delhaize, car l'entreprise finançait l'expansion de son réseau de vente au détail principalement grâce à ces frais facturés aux fournisseurs, qui dépassaient largement les marges standard », a-t-elle expliqué. Les communiqués contradictoires entre le gouvernement et Delhaize ne cessent d'être échangés depuis où il est fait mention d'évasion fiscale d'un côté, de harcèlement infondé de l'autre.

ALBANIE – Ouverture du dernier groupe de chapitres

CAA 17/11/25

L'Albanie a ouvert en novembre le sixième et dernier volet des négociations d'adhésion à l'UE, marquant ainsi son entrée dans la phase finale du processus d'adhésion. Lors de la septième session de la conférence d'adhésion, le volet 5 – Ressources, agriculture et cohésion – a été ouvert, dont les chapitres sur l'agriculture et le développement rural, la sécurité alimentaire et la politique vétérinaire, la pêche, la politique régionale et les instruments structurels, ainsi que les dispositions financières et budgétaires. Le premier groupe avait été ouvert en octobre 2024. Tout le monde souligne les progrès rapides de l'Albanie dans l'alignement sur l'acquis et les normes de l'UE.

Ndlr : L'Albanie est, après le Monténégro, le deuxième pays des Balkans occidentaux à ouvrir le cluster 5, bien que le screening de ce volet ait été achevé il y a deux ans. L'Albanie devra relever de nombreux défis pour atteindre son objectif de mener à bien toutes les négociations d'adhésion d'ici la fin 2027, comme pour l'instant affiché.

SERBIE – Nouvelle loi semences

CAA 09/11/25

L'Assemblée nationale serbe a adopté en novembre une nouvelle loi sur les semences et le matériel végétal, introduisant des contrôles plus stricts, une certification obligatoire et une surveillance complète de l'ensemble de la filière, conformément à la réglementation européenne. Pour la première fois, la loi régit systématiquement toutes les étapes, de la production, la transformation, l'emballage, l'étiquetage, le contrôle qualité, à la commercialisation et l'importation des semences et plants (céréales, légumes, fruits, vignes, houblon, pommes de terre et plantes ornementales). L'objectif principal est d'assurer une plus grande transparence du marché et de freiner la propagation des semences illégales et non certifiées, un problème croissant pour les agriculteurs serbes ces dernières années. Un registre national unifié des semences sera créé, qui regroupera les données sur les producteurs, les variétés et les quantités commercialisées, rendant ainsi l'origine et le mouvement des semences entièrement traçables tout au long de la filière. La loi donne également au ministre de l'Agriculture le pouvoir de fixer des limites pour les échantillons à tester et d'introduire des régimes spéciaux pour les

variétés traditionnelles et locales. Désormais, seules les semences certifiées répondant à des normes de qualité définies pourront être vendues. Un régime de sanctions plus sévères est prévu pour les agriculteurs et les négociants qui commercialisent des semences non certifiées, de manière informelle.

Ndlr : la nouvelle loi représente une avancée impactante pour les producteurs et les sélectionneurs français sur le marché serbe (Mas Seeds, Axéreal, Limagrain, etc.). Cette nouvelle loi, en discussion depuis des années, est mise en place alors qu'une nouvelle directive UE sur le matériel végétal de reproduction (PRM) est en cours de discussion à Bruxelles. Les présidences polonaise puis danoise en ont fait un sujet important de leur agenda agricole, et un texte conclusif est espérée en 2026. Cela signifiera que la nouvelle loi serbe sera à nouveau à harmoniser.

SERBIE – Budget agricole 2026

CAA 03/12/25

Le ministre de l'Agriculture, Dragan Glamočić, a souligné que le budget proposé pour 2026 confirmait la vision du gouvernement selon laquelle l'agriculture est un investissement stratégique plutôt qu'une dépense. Au total, 1,26 Mrds EUR ont été alloués à ce secteur, un budget conséquent pour la seconde année consécutive, avec 4,2% du budget pour près de 10% du PIB. 94 millions d'euros sont consacrés aux remboursements des droits d'accise sur les carburants. 946 millions d'euros seront directement affectés à des mesures incitatives gérées par l'agence des paiements agricoles. Le ministre a souligné que le budget est de plus en plus axé sur des mesures visant à renforcer la résilience et la stabilité de la production agricole.

Ndlr : Ce niveau de budget est à saluer pour la seconde année consécutive. Il est nécessaire pour répondre aux besoins critiques de l'agriculture moderne, notamment la préservation de la santé des sols, la protection de la biodiversité, la gestion avancée de l'eau et la demande croissante d'innovations agrotechnologiques. Cette orientation stratégique crée des opportunités évidentes pour les entreprises françaises.

KOSOVO – Faton Peci élu maire de Mitrovica sud – résultat contesté – élections anticipées

FAO – 12/11/25

Au terme du second tour, le ministre de l'agriculture Faton Peci, candidat du mouvement Vetëvendosje, a remporté l'élection à la tête de la municipalité au Sud à dominante albanaise (alors que le quartier nord 10 fois moins peuplé est à dominante serbe) avec 53,47% des voix, face à son rival Arian Tahiri du PDK, parti démocratique du Kosovo. La Commission électorale (ECAP) a rejeté le 7 novembre la demande du PDK d'organiser une nouvelle élection municipale à Mitrovica Sud, en raison d'irrégularités, qui selon l'ECAP n'étaient pas documentés. Le PDK a maintenu sa demande de nouvelle élection à Mitrovica Sud et a interjeté appel devant la Cour suprême contre la décision de l'ECAP.

Faton Peci, avec qui le MAASA a pu mener de nombreuses coopérations depuis 3 ans, ne devrait pas être reconduit à ces fonctions dans le prochain gouvernement, qui cependant ne devrait pas être annoncé rapidement, alors que le Parlement a encore échoué le 19 novembre à soutenir la proposition de premier ministre du Vetëvendosje, parti vainqueur des dernières élections législatives en février, mais qui a perdu la majorité au parlement. Des élections législatives anticipées sont annoncées pour le 28 décembre.

ALBANIE – Programme national de soutien

ADN 22/11/25

Selon les données du Programme national de soutien à l'agriculture 2025, 21 millions d'euros ont été distribués à environ 52 000 agriculteurs à travers le pays, soit les 2/3 de la dotation 2025. Le programme national 2025 comprend au total huit mesures : enregistrement du cheptel de base (bovins et petits animaux) ; développement de l'apiculture ; aide pour les semences, les plants et autres intrants ; culture de plantes médicinales et aromatiques ; fermes biologiques ; certification Global GAP ; aide pour le carburant. Le programme national de soutien 2025 vise à réduire les coûts de production des agriculteurs, en l'absence des fonds IPARD toujours gelés en Albanie.

SERBIE – IPARD III fera t'il mieux qu'IPARD II ?

CAA 01/11/25

La Direction des paiements agricoles du ministère de l'Agriculture a approuvé l'achat de 369 tracteurs dans le cadre du programme IPARD III, allouant 2,69 milliards RSD en subventions (23 MEUR). Les agriculteurs éligibles, notamment les jeunes agriculteurs, les producteurs biologiques et ceux des zones montagneuses, peuvent bénéficier d'un taux d'aide de 60 à 75 % des coûts d'investissement. IPARD III prévoit 378 MEUR dont 288 MEUR de fonds de l'UE.

Ndlr : Le rapport final d'IPARD II précise que la Serbie a au final utilisé 56,4% (98,7 MEUR sur 175) des fonds de l'UE prévus, malgré un prolongement de 4 années de la période d'utilisation (jusqu'à fin 2024). La plupart des fonds avaient déjà permis l'achat de tracteurs (mesure 1 - 64%), la transformation et l'emballage des fruits et légumes (mesure 3 – 25%) et la diversification (mesure 7 – 11%), et les principaux bénéficiaires étaient en Voïvodine (Srem et de Bačka Sud). Sur les 3 181 demandes soumises, 1 556 ont été approuvées mais seulement 1 233 finalement payées, dont 750 jeunes agriculteurs et 461 agricultrices. La majeure partie des fonds a été consacrée à la mesure 1 – investissements (64,3 %), suivie de la mesure 3 – transformation et commercialisation (24,4 %) et de la mesure 7 – diversification (11,3 %). Les formes sociétaires représentent 42% des dossiers.

Politiques commerciales, innovation, recherche

BALKANS – Préférences commerciales de l'UE jusqu'en 2030

ETF – 03/12/2025

Le Parlement européen a approuvé une proposition visant à prolonger jusqu'en 2030 les préférences commerciales accordées à certains produits agricoles provenant des pays des Balkans occidentaux. La proposition, présentée par le rapporteur Kris Van Dijck, a reçu un soutien massif des députés européens. En vertu de la réglementation européenne actuelle, qui expire à la fin de cette année, les fruits et légumes exportés des Balkans occidentaux vers l'UE sont exemptés de droits de douane.

Le rapport de M. Van Dijck souligne que les échanges commerciaux bénéficiant de ces préférences ont augmenté de plus de 125 % entre 2018 et 2024, passant de 60,5 millions d'euros à 137 millions d'euros par an.

Le Parlement européen a souligné que la prolongation de ces mesures s'inscrit dans le cadre du plan de croissance de l'UE pour les Balkans occidentaux, conçu pour l'intégration dans le marché unique de l'UE. Pour bénéficier de ces préférences, les pays doivent se conformer aux règles d'origine, éviter d'augmenter les droits de douane ou d'imposer des restrictions sur les importations de l'UE, et respecter les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Commission européenne peut proposer la suspension totale ou partielle des privilèges commerciaux si un pays ne respecte pas ces obligations.

Ndlr: l'approbation sélective et fastidieuse par le ministère serbe de l'Agriculture des licences d'importation pour les produits carnés et laitiers de l'UE constitue pourtant une barrière non tarifaire pouvant être considérée comme contraire aux recommandations formulées par M. Van Dijck. Les échanges commerciaux entre l'UE et les pays des Balkans occidentaux ont dépassé 83 milliards d'euros en 2024, l'UE restant le premier partenaire commercial de la région, avec près de 78 % des exportations totales et 59 % des importations.

BALKANS – Rapport ETF sur les compétences nécessaires pour une digitalisation de l'agriculture balkanique et le développement des aliments fonctionnels

ETF - 17/10/2025

Le rapport « Skilling-up the Western Balkans Agri-Food Sector » (Fondation européenne pour la formation ETF, 2025) [Skilling-up the Western Balkans Agri-food Sector: Preparing for a More Competitive and Sustainable Future | ETF](#) fait une analyse prospective, impliquant toutes les parties prenantes (producteurs, industriels, institutions de formation, organismes publics, organisations professionnelles) pour identifier les leviers technologiques et non technologiques de changement pour le développement des agri-tech, et de la production des aliments biologiques et fonctionnels. Il explore les besoins en

compétences associés à ces transformations, et le niveau de préparation, la capacité des systèmes éducatifs (enseignement supérieur, formation professionnelle / apprentissage) pour répondre à ces besoins.

Faisant le constat de l'adoption croissante de technologies numériques (capteurs, drones, automatisation, IoT, systèmes de surveillance, agriculture de précision) et de solutions biologiques (engrais bio, biocides naturels) en agriculture, et d'un intérêt grandissant pour l'alimentation organique et fonctionnelle (alicament), le rapport fait le constat d'un écart significatif entre les compétences disponibles dans les Balkans et skills (gestion, marketing, adaptation, travail en réseau).

Les systèmes de formation professionnelle et l'enseignement supérieur ne sont pas s'adapter, l'accès au financement, aux ressources pédagogiques adaptées et aux partenariats université-industrie est limité.

Ces technologies et solutions durables (réduction de l'empreinte carbone, utilisation efficace de l'eau et des intrants, protection des sols) sont pourtant des leviers d'innovation et de croissance, et à la fois une exigence réglementaire et une opportunité de différenciation sur les marchés export. Les entrepreneurs et coopératives de la région manquent de capacité d'investissement ou d'accès aux technologies modernes ou marchés exigeants.

Le rapport promeut plusieurs pistes d'action comme renforcer les partenariats entre secteur privé et monde académique pour adapter les curricula aux nouveaux besoins; développer la formation continue; encourager des politiques publiques favorisant l'investissement (crédits nationaux, européens et PPP) dans les technologies vertes et de bonnes pratiques dans la région (réseaux, clusters, partenariats transfrontaliers); améliorer les infrastructures de soutien (laboratoires, capacités de stockage à froid, transformation, normes de qualité, logistique, traçabilité), afin que la production agroalimentaire puisse répondre aux exigences des marchés internationaux.

Pays	Forces / situation actuelle	Compétences requises + lacunes	Opportunités
ALB	Agriculture importante, intérêt croissant pour technologies agroalimentaires. Infrastructure éducative présente mais peu alignée avec les besoins du secteur.	Besoins en digitalisation (IoT), en normes qualité, en tissu industriel. Formations professionnelles déficientes	Bio-production, partenariats université-entreprise, export produits bio, digitalisation pour petits producteurs.
BiH	Ressources naturelles abondantes, tradition agricole forte, existence de coopératives et PME actives.	Manque de compétences numériques, infrastructures de transformation modernes et	Transformation à plus haute valeur ajoutée, développement du bio, export vers UE, traçabilité
RKS	Circuits courts et jeunes entrepreneurs dynamiques, intérêt pour la digitalisation, volonté politique et société civile (ONG) forte	Peu de compétences dans biochimiques et digitalisation, infrastructures faibles, manque de formation continue.	Leapfrog technologique (bio, certifications, e-commerce), création d'emplois agro-tech, partenariats internationaux.
MRO	Petite taille mais fort potentiel en lien avec tourisme et produits du terroir, intérêt institutionnel pour durabilité.	Manque de main-d'œuvre qualifiée tech/bio, peu de curricula spécialisés, faible investissement R&D agritech.	Développement produits bio et tourisme rural, certifications, digitalisation des petites fermes.
NMK	Bonne infrastructure académique, spécialisation intelligente existante, position avancée dans la région.	Besoin de compétences bio et tech agricoles, adoption des normes internationales, modernisation VET.	Innovation, clusters agro-tech, montée en gamme, hub régional de transformation, export UE.
SR	Secteur agroalimentaire solide, savoir-faire reconnu (pommes, fruits rouges, etc.), exportations significatives, formation professionnelle existante.	Lacunes dans compétences biochimiques, digitalisation à grande échelle, accès au financement PME et infrastructures de stockage.	Montée en gamme des exportations, adoption d'agritech, renforcement coopératives, chaînes de valeur plus intégrées.

Le rapport met en avant le retard de l'Albanie et de la Bosnie-Herzégovine dans l'adoption de ces technologies digitales, et en matière d'adaptation de leurs cursus de formation professionnelle et supérieure.

SERBIE – Label pour le bétail

Minagri - 17/11/2025

La Serbie souhaite soutenir son élevage avec l'introduction d'un nouveau label de qualité, « Born and Fed in Serbia » (Né et élevé en Serbie), destiné à certifier l'origine nationale et la qualité du produit. Annoncé par le ministre de l'Agriculture Dragan Glamočić, ce label vise à renforcer la confiance des consommateurs serbes et à améliorer la visibilité sur les marchés internationaux.

De grandes exploitations agricoles investissent dans leur troupeau et développent les exportations de viande bovine. Le ministère défend que la Serbie devrait être compétitive à l'échelle internationale avec un prix de 3,2 à 3,5 euros par kilogramme de viande bovine vif, avec un fort potentiel en Italie, en Grèce, en Israël, en Arabie saoudite, et en Chine, où un marché haut de gamme valorise très bien de la viande australienne. Le ministre dit que le cheptel serbe, principalement Simmental a des atouts, avec 27 000 têtes actuellement engraisées. Le label marque une volonté de moderniser le secteur et d'améliorer les normes de production.

Ndlr : Cette mesure intervient en réaction au fait que la Serbie est devenue importatrice nette de viande bovine depuis 3 ans. En 2024, la Serbie exporte pour 7,5 M EUR de viande bovine (Trademap), plutôt stable ces dernières années, mais en fort retrait par rapport à l'avant covid où elle exportait jusqu'au triple. Ses seuls marchés sont le Monténégro, l'Italie et la Macédoine du Nord. En revanche les importations de viande bovine ne cessent de croître avec près de 11 MEUR en 2024, principalement issues des Pays-Bas.

Politiques alimentaires et sanitaires

SERBIE – Qualité sanitaire des aliments

NIN 18/10/2025

Dioxyde de soufre dans des fraises, des abricots et des biscuits provenant de Serbie, pesticides dans des prunes et des pêches, aflatoxine dans la farine, norovirus dans des mûres, quelques exemples de produits alimentaires serbes qui ont été bloqués aux frontières de l'Union européenne (UE) en raison des risques qu'ils présentent pour les consommateurs.

Petar Bogosavljević, président du Mouvement pour la protection des consommateurs de Serbie, craint des reports sur le marché intérieur.

La sécurité et la qualité des aliments en Serbie relèvent à la fois de la compétence du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Gestion de l'eau et du ministère de la Santé, notamment l'inspection agricole, qui contrôle les produits d'origine végétale, et l'inspection vétérinaire, chargée des aliments d'origine animale et l'inspection sanitaire, la seule relevant du ministère de la Santé, contrôle les aliments déjà sur le marché, tandis que l'inspection phytosanitaire supervise également les produits d'origine végétale.

L'association souligne le manque de personnel pour remplir correctement ces fonctions. En 2023, 150 postes étaient prévus à l'inspection sanitaire, mais seuls 100 ont été pourvus. À titre de comparaison, l'inspection vétérinaire comptait 278 postes permanents, dont 276 étaient occupés. L'agence s'en défend rappelant que dans le cadre du programme de surveillance de la sécurité alimentaire 2024, 414 échantillons alimentaires ont été prélevés. Sur la base des analyses de laboratoire et des avis d'experts des instituts de santé publique concernés, huit échantillons ont été jugés dangereux, soit 1,9 % de tous les aliments testés, et que ces produits sont détruits.

Ljiljana Ivanjac, chef du département d'inspection vétérinaire au sein du ministère de l'Agriculture, s'inquiète de l'abondance de produits laitiers et carnés illégaux. Au cours des trois derniers mois seulement, des dizaines de tonnes de viande sans documentation, qui n'avaient pas subi les contrôles nécessaires, ont été saisies alors qu'elles étaient vendues illégalement. À Kruševac, par exemple, plus de 40 tonnes de poulet infecté par la salmonelle ont été confisquées. Il est inutile de s'étendre sur les risques sanitaires que cette viande aurait pu présenter si elle avait été consommée.

L'association des consommateurs souligne que la situation s'améliorera une fois que les modifications apportées à la loi sur la sécurité alimentaire et à la loi sur les contrôles officiels entreront en vigueur. Elles sont en chantier au ministère. Le 1er mars 2026, devrait entrer en vigueur la loi sur les contrôles officiels liés à toutes les étapes de la production, de la transformation et de la distribution des denrées alimentaires, y compris l'importation et l'exportation. Une nouvelle disposition importante est l'introduction du concept de fraude alimentaire.

Actualités filières

SERBIE – Al Dahra revend des terres agricoles au gouvernement 13 fois plus cher

Serbia business news 26/10/2025

La construction du stade national permet enfin d'avoir des informations sur les transactions foncières réalisées entre le gouvernement serbe et l'entreprise EAU Al Dahra. Le gouvernement a en effet racheté des terrains dans la municipalité de Surčin à deux sociétés émiraties à un prix treize fois supérieur à celui auquel il les avait vendus il y a 7 ans, alors au sein du combinat agricole d'État Poljoprivredni kombinat Beograd (PKB). À l'époque, l'État avait vendu ces terrains 55 RSD (0,47 EUR) le mètre carré, pour les racheter récemment à leurs nouveaux propriétaires 720 RSD le

mètre carré. Pour une parcelle de 11 ha appartenant à Al Dahra, le prix est passé de 50.000 à 600.000 EUR. Pour mémoire, Al Dahra avait acquis près de 17 000 hectares de terres dans le cadre de la privatisation de PKB au prix de seulement 4 700 euros par hectare, alors que le prix du marché des terres agricoles en Voïvodine atteignait jusqu'à 18 000 euros par hectare. Le premier ministre de l'époque, Aleksandar Vučić, avait alors permis la vente contournant l'interdiction légale de vendre des terres agricoles appartenant à l'État à des acheteurs étrangers, dans le cadre d'une transaction plus globale, invoquant « des intérêts supérieurs de l'État ».

SERBIE – Imlek cédé par MidEuropa à AJFH

Serbia business news 26/10/2025

Le fonds d'investissement MidEuropa (Londres) qui avait créé le groupe Moji Brendovi en 2015 composé de Bambi (confiseries - cédé en 2019 à Coca-cola), Knjaz Milos (eau minérale – cédé en 2019 à Pepsico) et Imlek, vient de céder cette dernière à l'entrepreneur et investisseur Andrej Jovanović, par l'intermédiaire de son fonds AJFH (Andrej Jovanović Family Holding), et à Bojan Radun, PDG d'Imlek (minoritaire), 2 hommes d'affaires connus du secteur agroalimentaire des Balkans qui ont signé un accord d'achat conjoint. La transaction sera finalisée début 2026, sous réserve des autorisations réglementaires. Imlek (marques Moka Kravica, Balans) exploite 3 laiteries à Padinska skela, près de Belgrade, en Macédoine du Nord et en Bosnie-Herzégovine. En 2024, elle employait 825 personnes et générait un revenu d'exploitation de 280 MEUR. La société s'approvisionne auprès de plus de 3 500 agriculteurs et transforme près de 400 millions de litres de lait cru par an. Andrej Jovanović est cofondateur et ancien propriétaire de Marbo Product (chips & snacks), vendu à PepsiCo en 2008 pour 200 MEUR. Bojan Radun est PDG d'Imlek depuis 2018 et possède plus de vingt ans d'expérience dans le secteur des biens de consommation, notamment à des postes de direction chez Bambi et Nectar. B. Radun détient une participation de 27 % dans Nectar, une entreprise familiale. Il est au comité de direction de Hortex également (légumes congelées). *Ndlr : Imlek était « en vente » depuis plusieurs années, et Lactalis s'intéressait un temps aux actifs.*

SERBIE – Aliments premium pour foyers modestes

NIN 05/11/2025

Selon l'agro-économiste Zarko Galetin, les perspectives de croissance du secteur agricole sont de 9 % en 2025, en hausse, après une régression en 2024 (sécheresse) et plusieurs années de stagnation, mais un problème structurel ancien et persistant demeure. Les revenus moyens restent faibles, et un revenu médian de 715 euros, ce qui place la majorité des ménages dans une précarité relative, car ils dépensent en moyenne 45 % de leurs revenus en alimentation, alors que les prix des produits alimentaires sont proches de ceux de l'UE. Près de 10 % du PIB provient de l'agriculture (le triple de celui de l'UE), un chiffre élevé qui souligne un sous-développement des autres secteurs économiques. Mais la chaîne de valeur est malheureusement concentrée à trop peu d'opérateurs industriels et de distributeurs qui captent toute la valeur du produit final par des marges trop élevées.

La structure des échanges internationaux est également problématique. La Serbie exporte principalement des matières premières agricoles à faible valeur ajoutée, comme le blé, le maïs ou l'huile de tournesol, tout en dépendant de plus en plus de l'importation de produits finis. Cela limite la rentabilité globale du secteur. La concentration des profits se situe surtout dans la transformation et la distribution, où les marges sont très élevées, au détriment des producteurs locaux. Face à ces défis, des exemples voisins comme l'Italie, la Croatie, le Danemark ou la Slovénie illustrent qu'une stratégie basée sur la qualité, la valorisation des produits locaux, et l'innovation permet de repositionner une agriculture sur le marché mondial. La Serbie doit s'inscrire dans cette dynamique, en valorisant ses richesses traditionnelles et géographiques, et en passant d'un simple producteur de matières premières à un acteur créateur de valeur ajoutée pour assurer un développement durable et résilient.

SERBIE – Carrefour, Eurospin, Fix price, Spar sur le marché serbe ?

Retail serbia 05/11/2025

Nouvel épisode dans l'intérêt affiché par Carrefour sur le marché serbe, la récente visite de représentants de Carrefour France en visite fin octobre et qui ont rencontrés la ministre du commerce Jagoda Lazarević. Jusque-là, c'était la société grecque, qui possède la franchise dans la région, qui affichait son intention de s'étendre dans les pays des Balkans (voir articles précédents sur le sujet).

Plusieurs autres grands acteurs du commerce de détail ont également manifesté leur intérêt pour une expansion en Serbie. Parmi les entreprises qui préparent des initiatives similaires figurent le détaillant italien Eurospin, la chaîne de magasins discount russe Fix Price et le groupe autrichien Spar, selon Žarko Grozdanić, rédacteur en chef de Retail Serbia. *Ndlr : autant de manifestations d'intérêt que semble ne pas perturber l'encadrement des marges mis en place par le gouvernement.*

SERBIE – Le « pasulj » est serbe mais le haricot kirghize

MinPolj 05/11/2025

Les haricots, longtemps symbole de la cuisine serbe et ingrédient clé des plats traditionnels, ne sont plus largement cultivés dans le pays. Autrefois produit agricole d'importance stratégique, la production de haricots en Serbie a considérablement diminué au fil des décennies. Avec près de 100.000 tonnes produites en 1955, la Serbie était alors exportatrice nette. Aujourd'hui, les haricots sont cultivés sur seulement 7 000 hectares, avec des rendements dépassant rarement une tonne par hectare. Elle produit aujourd'hui moins de 9000 tonnes.

Ce déficit a contraint la Serbie à importer (haricots blancs à gros grains, haricots tachetés et haricots rouges), principalement en provenance du Kirghizistan (10 millions d'euros en 2024), de Bulgarie (3,7 millions d'euros), de Pologne (2,9 millions d'euros) et d'Égypte (2,5 millions d'euros). Quelques exportations de niche vers les pays voisins demeurent (haricots tetovac et des haricots blancs à gros grains). Certains experts soulignent que ce déclin de la production nationale de haricots reflète les problèmes

plus larges de l'agriculture serbe qui perd sa capacité de produire de manière fiable des denrées alimentaires de base.

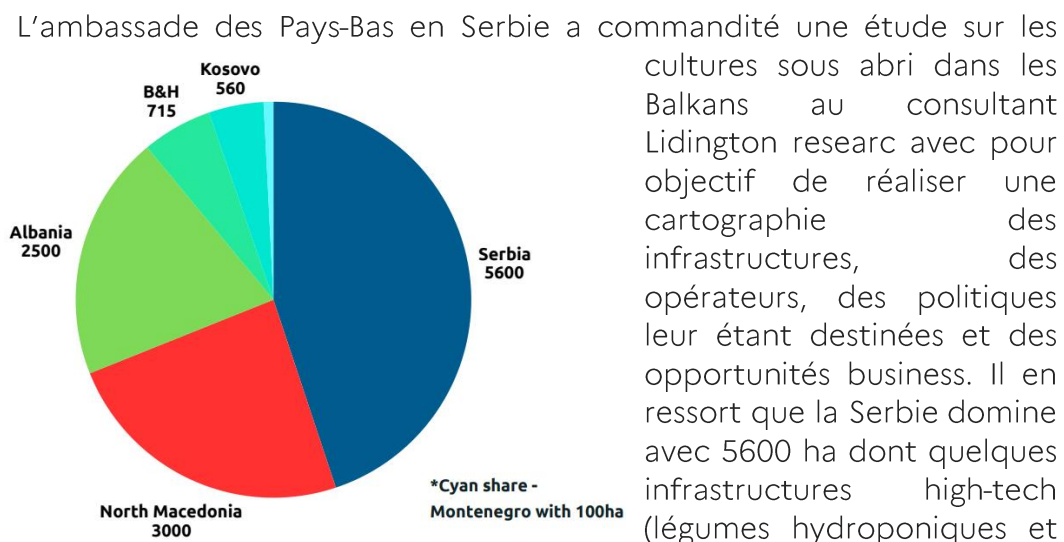
SERBIE – Petfood en croissance

Danas 05/11/2025

La production serbe d'aliments pour chiens et chats atteint 97 545 tonnes en 2024, alors qu'elle était quasi inexistante il y a 15 ans. Les exportations d'aliments pour animaux de compagnie ont atteint 179 millions d'euros, en sixième place sur la liste globale des exportations agricoles de la Serbie, derrière les céréales, les cigarettes, le tabac et les fruits rouges. Les principaux marchés sont les États-Unis, le Brésil, le Mexique, le Chili, le Pérou, l'Indonésie, la Corée du Sud, le Japon, etc. 67 producteurs actifs emploieraient 650 personnes et généreraient un chiffre d'affaires de 213 MEUR en 2024, dont 84% réalisées par Farmina Pet Foods à Indija, une usine appartenant à une société italienne. Elle vient récemment d'annoncer un investissement supplémentaire de 20 MEUR. En seconde position, Premil est le premier fabricant serbe spécialisé dans les aliments pour animaux de compagnie, fondé en 1995, puis Agrosava Pet Food, Danube Petfoods, Aevum Pet Care et CIS Ecopoint. Entre 2020 et 2024, 31 nouvelles entreprises ont fait leur entrée dans le secteur, avec des produits spécialisés (aliments crus, friandises, produits à mâcher, aliments fonctionnels et diététiques)

BALKANS – Etude sur les cultures sous abri

Lidington 25/10/2025



fruits rouges), la macédoine du Nord est en seconde position avec le cannabis médicinal et du légumes hydroponiques, l'Albanie suit avec de la serre froide, car pas besoin de chauffer pendant 9 mois. Les autres pays sont beaucoup plus marginaux. Le rapport met en évidence les nombreuses subventions disponibles (IPARD et prog nationaux) sous-utilisées. Le rapport aborde 5 success stories à dupliquer : Grow Rasad (SR) production de semis soutenue par l'UE avec une technologie zéro déchet ; Badžo (NMK) : l'un des plus grands producteurs de tomates hydroponiques de la région, exploitant une installation de 100 000 m² ; Jovović Family Farm (MRO) : petite transition vers l'agriculture biologique à petite échelle avec le soutien de donateurs ; Growponics Kosova (RKS) : serre hydroponique de 10 hectares, coentreprise internationale ; Doni Fruits (AL) : grossiste verticalement intégré avec entrepôt frigorifique et exportation.

Les défis du secteur sont nombreux : petites parcelles fragmentées, infrastructures obsolètes, manque de main-d'œuvre qualifiée, obstacles financiers (accès au crédit), complexité réglementaire ; mais les opportunités existent : coopération régionale, libéralisation des échanges (ALE), intégration des énergies renouvelables et baisse des coûts énergétiques, programmes de soutien de l'UE, consolidation de la chaîne de valeur, expansion des exportations.

ALBANIE – Demande de baisse de TVA sur les intrants agricoles

MinPolj 05/11/2025

L'Association de l'industrie laitière a adressé une demande officielle au ministère de l'Agriculture et du Développement rural et au ministère des Finances, de réduction de la TVA à 10 % pour les achats et les ventes de lait et de ses dérivés. Selon les industriels, leur matière première est plus chère en moyenne que dans les pays de l'UE, par ailleurs de nombreux membres de l'UE ont une TVA réduite pour les catégories d'aliments sensibles telles que le pain, le lait, les œufs et les fruits frais (*Ndlr : c'est le cas en France avec une TVA à 5,5% pour tous les denrées alimentaires*). Ce taux était en Albanie de 6% avant 2021, puis était repassé à 20%. L'association ajoute que le processus d'intégration européenne et le respect des critères du chapitre 12 transformeront l'ensemble des filières d'élevage « de la ferme à la fourchette » et en adoptant les normes de l'UE.

Une facilité à l'industrie qui s'inscrirait dans le mouvement fait pour les agriculteurs, dans le paquet fiscal pour 2026, et le projet de loi proposé « modifications de la loi n° 92/2014 relative à la taxe sur la valeur ajoutée en Albanie », qui prévoit un taux de compensation de 10 % de la TVA que les agriculteurs paient pour les intrants (semences, plants et engrais). Les bénéficiaires de la compensation seront les agriculteurs inscrits à la TVA, vendant à des collecteurs, des transformateurs ou des acteurs de l'agrotourisme. Ce régime de compensation des producteurs agricoles vise à contribuer au renforcement de l'économie et à la formalisation du secteur agricole (remise sur facture).

Agendas, évènements, visites

SERBIE – Conférence Donau Soja/EIT food sur l'agri régénérative

CAA, 30 octobre 2025

Donau Soja (Mirjana Ialosevic), en collaboration avec EIT Food (plateforme européenne de formation, représentée par NALED en Serbie) et la faculté d'agriculture de Novi Sad, met en œuvre le projet « EIT Food Regenerative Agriculture Programme » (Programme EIT Food pour l'agriculture régénérative) afin de permettre aux producteurs agricoles serbes d'adopter des pratiques agricoles régénératives. Grâce à des formations pratiques, à un accompagnement personnalisé et à des événements de partage des connaissances, ce programme de trois ans soutient la transition vers des systèmes agricoles plus résistants au climat, économiquement viables et durables au niveau des exploitations agricoles. Cette initiative contribue à lutter contre le changement

climatique, à garantir la sécurité de l'approvisionnement alimentaire et à protéger les terres arables. Dans le cadre de ce projet, Donau Soja et EIT Food ont organisé la conférence régionale « Ready for Climate Challenges: The Perspective of Regenerative Agriculture » à Novi Sad. Elle a réuni des agriculteurs, des experts, des chercheurs et des représentants de l'industrie de la région. 2 experts de l'UE intervenaient dont Marylou Frasco d'Axéreal Europe central à Zagreb. Les participants ont partagé des solutions pratiques qui améliorent la résilience à long terme de la production, la santé des sols et la biodiversité, ainsi qu'aux avantages économiques des pratiques régénératives. Les discussions ont également souligné l'importance de l'échange de connaissances, des incitations financières et de la collaboration entre les agriculteurs, les décideurs politiques et le secteur privé, ainsi que la nécessité d'une éducation.

ALBANIE – 5^{ème} conférence internationale de l'université agraire

CAA, 03 novembre 2025

L'Université agricole de Tirana (UBT) a accueilli la 5^{ème} édition de sa « Conférence internationale sur les sciences de la vie et l'agriculture 2030 ». Le Premier ministre Edi Rama et le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Andis Salla, ont introduit les présentations d'experts albanais et étrangers (Université BOKU de Vienne, Université Humboldt de Berlin, Université de Boston, Université d'État du Michigan, UK, Italie, Irlande, Grèce, NMK, Kazakhstan, FAO et ONUDI). Le Premier ministre a salué le travail réalisé pour endiguer la chute des étudiants inscrits grâce au travail sur la réputation de l'université. Le partenariat avec BOKU à Vienne a conduit à une ré augmentation de 20% en 2025 des inscriptions d'étudiants à l'UBT, après des années de baisse drastique. Le premier ministre à cette occasion a remis une décoration au professeur Hubert Hasenauer, directeur de l'institut de sylviculture de BOKU (recteur de 2018 à 2022), et lui a promis également la nationalité albanaise, pour son engagement depuis 20 ans dans la coopération avec l'université agraire.

Le gouvernement albanais a le projet d'en faire un pôle régional de formation agraire. Rama a également appelé les jeunes professionnels du domaine de la sécurité alimentaire à « oser » rejoindre l'Agence nationale pour l'alimentation (AKU) qui a besoin de compétences. Le recteur a remercié les partenaires internationaux États-Unis, Allemagne, Italie, UK et en particulier l'université BOKU de Vienne pour leur coopération. Il espère une pleine reconnaissance des diplômes entre les 2 institutions à terme. L'ambassadeur allemand et l'ambassadrice d'Autriche, présents, ont souligné que l'intégration européenne représente une opportunité de transformation pour le pays, qu'ils comptent continuer d'accompagner. Le ministre Salla a évoqué les priorités du ministère comme renforcer les capacités humaines, mettre en place un système d'enregistrement des parcelles, créer un système de traçabilité numérique des intrants agricoles, afin de garantir que tous les produits albanais soient sûrs et certifiés. *Ndlr: le classement Edurank en 2025 la classe 1286^{ème} établissement sur 2785 en Europe. Avec en 2024 140 publications et 3200 citations, en hausse depuis 10 ans, mais partant de très bas.*

ALBANIE – 4^{ème} Parlement rural albanais en mars 2026

ANRD, 18 novembre 2025

Evelina Azizaj, coordinatrice nationale du réseau rural albanais (ANRD) vient d'annoncer le lancement des préparatifs du 4e Parlement rural albanais, qui se tiendra du 25 au 27 mars 2026. Dans le contexte de l'ouverture récente par l'Albanie des derniers chapitres de négociation avec l'Union européenne, le Réseau rural albanais et ses 40 organisations membres formule le souhait que ces progrès nationaux se traduisent par des améliorations tangibles pour ceux qui vivent et travaillent dans les zones rurales. C'est l'objet du Parlement rural, plateforme nationale qui rassemble les agriculteurs, les jeunes et les femmes des communautés rurales, les entrepreneurs ruraux, les organisations de la société civile, les autorités locales, les universitaires et les représentants du secteur privé, afin de construire une vision commune pour l'avenir européen de l'Albanie rurale. Dans le cadre de ces préparatifs, l'ANRD et ses organisations membres annoncent un processus national complet visant à identifier les besoins et les défis locaux, à renforcer la prise de décision participative et à permettre le partage d'idées qui reflètent véritablement les aspirations des communautés rurales.

SERBIE – Wine vision 4eme édition

CAA, 23/11 2025

C'était la quatrième édition du 22 au 24 novembre 2025 du salon international du vin, de l'alimentation, de la rakija et du tourisme, Wine Vision for Open Balkans, étendue depuis 2024 à la gastronomie avec le salon Food vision qui se tenait en parallèle. 500 exposants provenant d'établissements vinicoles, de distilleries et d'entreprises gastronomiques sont enregistrés. L'évènement est fortement soutenu depuis ses débuts par le président Vucic, qui a l'ambition d'en faire un salon majeur en Europe avec l'exposition Vinitaly à Vérone (avril), celle de Prowein à Düsseldorf (mars) et Wine paris & Vinexpo (février).

5 entreprises françaises y ont participé cette année en léger recul dans le contexte difficile du secteur en France (10 participants en 2024). Ce sont plutôt des négociants que des domaines qui participaient cette année (Le Grand Chais de France, très dominant avec 85% des bouteilles françaises exportées vers les Balkans, Vintex, Vins & Passions, Mestrezat) et un équipementier (Sleeve international). Les grands importateurs serbes étaient présents : Wine and pleasure [Vinoteka Beograd - Wine & Pleasure | Vinoteka Beograd](#), Wine art ([Wine Art – Just another Astra Starter Templates site](#)), Amarone ([Prodaja Vina | Amarone Doo | Belgrade](#)), Tim 99 ([Tim 99](#)), NT Bolero ([NT Bolero - NT Bolero](#)).

Pour la région, la Serbie représentait la moitié des exposants avec près de 250, suivis par la Macédoine du Nord (98), la Bosnie-Herzégovine (13), le Monténégro (5), et l'Albanie (6). Pour l'UE, l'Italie domine avec 74 exposants (BG 7, SLO 6, ES 2, HU 1, AT 2, EL 2). Pour les Pays tiers, Chine 10 exposants, Tunisie 3, Australie 1.

Il ressort des rencontres faites par l'ambassadrice de France, que les vins français sont plutôt déjà correctement positionnés dans les BO sur le segment premium et super premium, en particulier en Serbie et en Albanie et que l'intérêt des consommateurs croît. Des signaux favorables en vue de l'organisation pour la première fois dans la région par Business France et la CCIFS d'un évènement collectif Tasting France en octobre 2026 en Albanie, Serbie, et Grèce.

CAA, 04/12/2025

Le ministre Glamocic s'est fait excuser en dernière minute pour cette première rencontre avec l'ambassadrice de France. Le Rv a été maintenu au niveau technique, mené coté serbe par le directeur de cabinet Marko Saranovac et par le directeur adjoint de l'AFD et le CAA français. Divers certificats d'importation ont pu être discutés avec la direction vétérinaire. Sur les bovins vivants, la Serbie a défendu que la situation sanitaire française ne leur permet pas de reprendre les discussions. Une proposition a en revanche été faite sur les ovins vivants, et les produits laitiers à base de lait cru de brebis ou de chèvre. Le ministère a confirmé que la procédure de sélection du jumelage sur le chapitre 12 a été annulée à cause d'un vice de procédure. La fiche sera publiée à nouveau en décembre ou janvier 2026, et ne devrait pas évoluer. Pour mémoire, l'offre du consortium auquel la France appartenait n'avait pas été retenue.

Le sujet de la déclaration d'intention signée entre nos deux administrations agricoles en août 2024 a également été abordée. L'absence d'avancée s'explique selon le directeur de Cabinet par la situation politique en Serbie. Sur la thématique identifiée en 2024 (création d'une autorité unique/autonome qui organise la certification des semences et du matériel de plantation), le directeur de la Direction de la protection des plantes, a évoqué de possibles besoin d'expertise via des Taix en 2026, sur la nouvelle directive UE PRM alors que leur nouvelle loi semence vient d'être adoptée. L'idée d'un partenariat à plus long terme entre les autorités phytosanitaires sur l'agence de certification unique, est pour l'instant écartée en l'absence de consensus de toutes les parties prenantes (service de vulgarisation, administrations centrales). La Serbie n'est pas prête pour ce chantier. Le problème de la visibilité de nos investisseurs dans le secteur des produits laitiers et fruitiers (Savencia, Lactalis, Descours) avec les licences d'importations de produits laitiers et des certificats d'importation de petits fruits rouges (difficiles à obtenir ou seulement partiellement) a été également abordé. L'AFD a de son côté discuté du financement d'un projet d'irrigation.

Retrouvez les précédents numéros et les autres publications du Service
Economique Régional de Belgrade à l'adresse :

www.tresor.economie.gouv.fr/pays/Serbie

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : M. Pierre Grandjouan

Rédigé par : Alexandre Martinez

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Belgrade (adresser les demandes à alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail